

Cote du document: EB 2015/LOT/P.23/Rev.1
Date: 12 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République
turque pour le Projet de développement
du bassin versant du Göksu Ta eli

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Abdelhamid Abdouli
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2248
courriel: a.abdouli@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	7
V. Considérations d'ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	7
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l'élaboration des politiques	8
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	8
VII. Recommandation	9
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	8

Sigles et acronymes

PIS	Plan d'investissements stratégiques
PTBA	Plan de travail et budget annuel
UCGP	Unité centrale de gestion du projet
UPGP	Unité provinciale de gestion du projet

Carte de la zone du projet

Turkey

Goksu Taseli Watershed Development Project

Project design



Source: FIDA; 28/05/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République turque

Projet de développement du bassin versant du Göksu Ta eli

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République turque
Organisme d'exécution:	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du projet:	25 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	15,95 millions d'EUR (équivalent approximativement à 17,89 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,35 million de DTS (équivalent approximativement à 0,4 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	3,85 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,86 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République turque pour le Projet de développement du bassin versant du Göksu Ta eli, telle qu'elle figure au paragraphe 32.

Proposition de prêt et don à la République turque pour le Projet de développement du bassin versant du Göksu Ta eli

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Contexte socioéconomique. La Turquie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, qui a une population de 74,9 millions d'habitants et un PIB estimé à 822 milliards d'USD en 2013 (selon la Banque mondiale). Elle est candidate à l'accession à l'Union européenne et membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que du G20. Pays à économie de marché, la Turquie est un donateur de plus en plus important d'aide bilatérale publique au développement.
2. La pauvreté a reculé en Turquie. Au cours de la seule décennie passée, le taux de pauvreté a été divisé par deux, passant de 44% en 2002 à 21% en 2011. Toutefois, les inégalités de revenus entre régions demeurent. Des déséquilibres persistent entre zones rurales et zones urbaines et entre régions pour ce qui est des structures économiques et des niveaux de revenus. Depuis 2000, la politique de développement régional de la Turquie a évolué et tend à promouvoir la compétitivité des régions, à renforcer la cohésion économique et sociale, et à réduire les disparités régionales. Le dixième plan de développement (2014-2018) vise à orienter les investissements publics vers les acteurs qui donnent la priorité à la réduction des disparités régionales de développement et utilisent leur potentiel pour le développement régional, en particulier au sein de la région d'Anatolie.
3. L'agriculture n'est plus le principal moteur de la croissance économique: en 2012, elle n'a contribué qu'à hauteur de 9% au PIB du pays. Elle reste toutefois un secteur important pour le développement rural, l'emploi (en particulier des femmes, qui représentent 44% de la population active), les exportations et l'industrie manufacturière. Les agriculteurs turcs se répartissent en deux catégories: i) les producteurs commerciaux qui appliquent les technologies les plus récentes, ont accès à une vaste gamme de sources d'information locales et internationales, connaissent parfaitement les tendances mondiales et les préférences des consommateurs, s'intéressent à l'innovation et sont intégrés aux marchés nationaux et internationaux; et ii) les paysans pauvres en ressources qui pratiquent une agriculture de subsistance ou de semi-subsistance et ne sont pas tournés vers le marché. Les principales contraintes qui pèsent sur l'agriculture paysanne sont le morcellement des terres, le manque de technologies de production, la faiblesse des organisations de producteurs et l'accès limité aux marchés

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Le passage de la Turquie dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure n'a pas mis fin à la pauvreté dans le pays. En fait, même dans les provinces relativement prospères, des poches de pauvreté subsistent, en particulier

dans les hautes terres. Pendant des années, les secteurs public et privé n'ont été ni intéressés ni aptes à remédier aux difficultés auxquelles l'agriculture paysanne est confrontée dans les hautes terres. Le projet proposé vise à soutenir les efforts entrepris par le gouvernement pour réduire la dégradation des hautes terres du sous-bassin versant du Göksu et améliorer la base de ressources naturelles afin de promouvoir les revenus et les moyens d'existence dans les villages des hautes terres. La zone du projet a souffert du manque d'investissements dans tous les secteurs, et la faiblesse persistante des niveaux de vie a alimenté l'exode rural. Le ciblage par le FIDA des agriculteurs pauvres et vulnérables des zones défavorisées est par conséquent on ne peut plus pertinent.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

5. Le projet proposé sera exécuté dans des villages sélectionnés de neuf districts des provinces de Konya et Karaman, en Anatolie centrale. Ces districts sont situés dans le sous-bassin versant du Göksu, qui est l'un des quatre sous-bassins du bassin versant méditerranéen oriental. Trente-deux mille ménages vivent dans les 202 villages de la zone d'intervention du projet, situés dans les zones montagneuses des 9 districts mentionnés, avec une population totale de 114 151 personnes. L'altitude de cette région varie de 600 à 1 800 mètres. La majeure partie de la population s'adonne à la production de fruits et à des cultures de plein champ, sur 166 536 hectares. Chaque producteur cultive en moyenne 3,5 hectares de terres agricoles morcelées et élève des chèvres (30 à 50 têtes chacun). La culture est soit entièrement pluviale (la plus répandue), soit principalement pluviale avec quelques parcelles irriguées (environ 15%).
6. Le groupe cible. Le projet ciblera 32 000 ménages, comprenant des ménages de petits exploitants agricoles productifs, des ménages pauvres et des ménages nomades. Les petits exploitants productifs se composent de femmes et d'hommes qui résident de façon permanente dans les hautes terres, pratiquent une agriculture mixte et disposent d'excédents marginaux ou suffisants pour la commercialisation. Les ménages pauvres se composent de jeunes et de femmes à la recherche de possibilités de gagner leur vie pour éviter de devoir migrer. Ce groupe bénéficiera des mécanismes de ciblage direct guidés par des quotas pour le soutien aux moyens d'existence en faveur des femmes participant à des organisations de producteurs et à des filières. Les ménages les plus pauvres sont pratiquement sans terres, ne participent pas à la production agricole et dépendent des aides sociales. Les quelque 120 ménages nomades de la zone du projet vivent sur les parcours, élèvent des petits ruminants et pratiquent la transformation artisanale du lait pour la consommation du ménage et la vente.

B. Objectif de développement du projet

7. Le projet a pour finalité de réduire la pauvreté rurale en soutenant la diversification de l'économie. Son objectif de développement est d'augmenter les revenus des agriculteurs par l'amélioration de la production agricole et des activités de commercialisation, et de renforcer la résilience aux chocs climatiques. Le projet élèvera aussi le niveau de vie des tribus nomades des monts Taurus par l'amélioration de la gestion des ressources naturelles. Les résultats recherchés sont notamment les suivants: i) accroissement durable la productivité agricole; ii) hausse des prix des produits payés aux petits producteurs; et iii) adoption de méthodes de gestion des ressources naturelles résilientes au climat.

C. Composantes/résultats

8. Le projet comprend trois composantes:
 - a) Composante 1. Productivité agricole et gestion des ressources naturelles. Cette composante vise à améliorer la productivité et la rentabilité générales de l'agriculture par la gestion durable des ressources en terres et en

eaux des zones de hautes terres au moyen de bonnes pratiques agricoles et d'investissements intelligents face au climat, propres à réduire les chocs externes.

Sous-composante 1.1. Amélioration de la productivité agricole et de la qualité. Cette sous-composante sera axée sur les cultures prometteuses en amont de la filière de manière à combler les lacunes critiques et améliorer ainsi la productivité et la qualité des cerises, raisins, fraises, et plantes médicinales et aromatiques. Le choix des cultures dépendra des facteurs suivants: i) capacités de production locales; ii) avantages comparatifs; iii) caractère saisonnier de l'offre et de la demande; iv) accès aux marchés et potentiel de production des différentes zones; et v) savoirs et traditions autochtones. Le soutien du projet consistera à introduire: i) de nouvelles variétés culturales; ii) des techniques modernes de culture (par exemple, production sous tunnel en plastique et systèmes de conduite sur fil haut pour les vignobles); iii) des techniques d'irrigation économes en eau associées à l'utilisation de l'énergie solaire (par exemple, irrigation au goutte-à-goutte en exploitation); et iv) de pratiques agronomiques permettant d'augmenter la production et d'améliorer la qualité. Les investissements au niveau de l'exploitation seront financés par le système de dons de contrepartie.

Sous-composante 1.2. Gestion des ressources naturelles. Le projet promouvra de bonnes pratiques et introduira des mesures d'adaptation pour les investissements résilients au climat dans les terres agricoles et les pâturages. Il aidera les bénéficiaires à établir des plans de pâturage participatifs avec l'apport des éleveurs. Il soutiendra aussi les investissements dans les abris nocturnes protégeant les bergers des animaux sauvages et des intempéries, les grattoirs, les pierres à lécher et les panneaux solaires portables pour produire de l'énergie sur les parcours d'altitude.

- b) Composante 2. Élargissement de l'accès aux marchés. Cette composante augmentera les revenus des agriculteurs par la hausse des prix à la ferme; améliorera la connaissance des marchés et les liens avec ceux-ci; réduira les pertes après récolte; et renforcera la capacité des agriculteurs à répondre à la demande du marché en qualité, quantité, régularité, homogénéité, conditionnement et marquage.

Sous-composante 2.1. Renforcement des capacités de commercialisation. Cette sous-composante doit améliorer les connaissances et les qualifications des petits producteurs et des organisations d'agriculteurs, telles que les coopératives de développement et les associations de producteurs et les sensibiliser à l'importance des activités après récolte. Une formation sera dispensée en hygiène et sécurité des aliments, pratiques de séchage et de tri pour réduire les pertes et améliorer la qualité, comptabilité et commercialisation. L'accès des producteurs à la vulgarisation commerciale sera facilité.

Sous-composante 2.2. Développement des filières. Cette sous-composante financera les investissements en aval par les bénéficiaires pour soutenir la commercialisation des produits améliorés dans le cadre de la composante 1, par le biais du système de dons de contrepartie. Seront admis à bénéficier du soutien du projet les entreprises qui ajoutent de la valeur aux produits agricoles et les prestataires de services au sein des filières. Avec la participation des bénéficiaires et de leurs associations, des plans d'investissements stratégiques (PIS) seront établis pour chaque filière. Ils serviront de cadre aux investissements et guideront le soutien aux bénéficiaires aux différents stades des filières. Ces plans seront élaborés en pleine collaboration avec les agriculteurs, les organisations d'agriculteurs et les petites et microentreprises, pour les cerises, les raisins, les fraises et les

plantes médicinales et aromatiques. Les PIS guideront les investissements, au sein des exploitations et en-dehors de celles-ci, en rapport avec les activités suivantes: i) traitements après récolte de tous les produits de la filière pour en assurer l'hygiène et la sécurité; ii) séchage, calibrage, tri et conditionnement des raisins secs et des plantes médicinales et aromatiques; iii) étiquetage et marquage des produits des filières nouvelles, tels que les fraises et les plantes médicinales et aromatiques; et iv) prérefroidissement des cerises et refroidissement des fraises.

c) Composante 3. Gestion du projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

9. L'exécution du projet s'étendra sur sept ans. S'inscrivant dans une démarche programmatique, le projet sera la première de deux phases chevauchant deux cycles du système d'allocation fondé sur la performance. Cette démarche est aussi en cohérence avec les plans et programmes pluriannuels du gouvernement. L'approche filières sera adoptée pour renforcer les liens longtemps négligés entre les agriculteurs pauvres productifs et les marchés (étant donné que les secteurs tant public que privé privilégient les zones plus prospères, mieux dotées en ressources et moins problématiques du point de vue écologique). Le projet utilisera l'approche des PIS, introduite en 2005 dans le cadre du Projet de développement dans la région de Sivas-Erzincan, et reprise ensuite dans les Projets de développement des provinces de Diyarbakir, Batman et Siirt et des régions d'Ardahan, de Kars et d'Artvin. Le projet proposé valorisera cette approche en retenant des filières favorables aux pauvres présentant de fortes possibilités de bénéficier des investissements en amont et en aval et de devenir des modèles reproductibles et extensibles.

B. Cadre organisationnel

10. L'agent d'exécution principal du projet sera le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage. La responsabilité générale de la gestion incombera à la Direction de la réforme agraire de ce ministère à Ankara, où sera établie une unité centrale de gestion du projet (UCGP). Deux unités provinciales de gestion du projet (UPGP) seront créées dans les directions provinciales du ministère à Konya et à Karaman, et chargées de la gestion et de l'exécution courantes du projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

11. Les investissements seront réalisés sur la base de plans de travail et budgets annuels (PTBA), établis en consultation avec les bénéficiaires, avec l'apport des PIS pour les filières identifiées. Chaque équipe d'appui aux agriculteurs élaborera un plan de travail annuel en collaboration avec les bénéficiaires du projet dans leurs villages. Les UPGP suivront l'exécution et formuleront des PTBA consolidés au niveau provincial. Ces derniers seront examinés par l'UCGP et intégrés dans un PTBA au niveau du projet. Les PTBA seront finalisés conformément à des procédures convenues avec le FIDA et spécifiées dans le manuel d'exécution du projet. Les PTBA seront soumis à la Direction générale de la réforme agraire par le directeur de projet en vue de leur examen et de leur approbation par le comité de pilotage et présentés au FIDA aux fins de non objection.

12. Un apprentissage et une gestion des savoirs permanents seront intégrés au projet et généralisés dans l'exécution à tous les niveaux. Le cadre de gestion des savoirs du projet éclairera le programme d'apprentissage du projet, notamment sur les produits, les résultats et les impacts définis dans le cadre logique. Un système de informatisé de gestion de l'information est déjà en place au Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage pour suivre les produits, les bénéficiaires et la productivité du programme d'appui à l'agriculture. Il sera relié au

système de suivi-évaluation du projet. Les outils de savoir thématiques générés par le projet – et les outils de gestion des savoirs tels que les activités de renforcement des capacités, les communautés de pratiques et les initiatives Sud-Sud – seront développés et diffusés.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

13. Gestion financière. L'UCGP sera responsable de la gestion financière avec l'appui des UPGP de Konya et Karaman. Le projet adoptera des procédures et des politiques conformes aux normes comptables internationales et aux prescriptions du gouvernement et du FIDA en la matière. Le système de dépenses publiques du Gouvernement turc, élaboré par le Ministère des finances, sera utilisé pour exécuter tous les paiements financés par les contributions de contrepartie du gouvernement, et par le prêt et le don du FIDA.
14. Dispositions relatives aux décaissements et flux de fonds. Des comptes désignés distincts, libellés en euros, seront ouverts à la Banque centrale de la République turque pour le prêt et le don du FIDA, avec une allocation autorisée équivalant à environ 12 mois de dépenses du projet. Les comptes désignés seront réapprovisionnés suivant le système des avances temporaires. Les demandes de retrait seront établies par l'UCGP tous les trois mois ou quand 30% de l'avance auront été dépensés, si cette éventualité se produit la première. Les dispositions détaillées concernant les décaissements, y compris le montant des avances aux comptes désignés, seront spécifiées dans le manuel d'exécution du projet et énoncées dans la lettre à l'emprunteur/bénéficiaire.
15. Audit. Les états financiers annuels du projet seront audités par le Contrôleur du Trésor, actuellement chargé d'exécuter les audits externes de tous les projets financés par des sources extérieures, conformément aux normes internationales d'audit et à un mandat agréé par le FIDA.
16. Gouvernance et risques liés à la gestion financière. Une évaluation des risques financiers du projet proposé et de ses dispositions fiduciaires a abouti à la conclusion que les dispositions en matière de gestion financière du projet et les systèmes de contrôle interne satisfont aux prescriptions minimales du FIDA, à savoir: i) fournir des informations exactes et ponctuelles sur les progrès de l'exécution du projet; et ii) garantir la séparation des fonctions par des contrôles multiples et indépendants. L'évaluation a estimé qu'après la mise en œuvre de mesures d'atténuation appropriées, le risque résiduel était faible. Le manque initial de capacités de gestion financière de l'UCGP et l'extension géographique des activités du projet pourraient constituer un risque fiduciaire. Les mesures d'atténuation comprennent le renforcement de la fonction d'audit interne par la mise en place d'examens de l'utilisation des fonds au niveau des villages, le recrutement à l'UCGP d'un expert-comptable expérimenté et la mise au point finale du manuel d'exécution du projet. Ces deux dernières mesures sont des conditions préalables au décaissement des fonds du projet.
17. Différé d'amortissement. À la demande du gouvernement, le différé d'amortissement a été fixé à cinq ans, au lieu de trois comme il est d'usage pour les prêts à des conditions ordinaires.

E. Supervision

18. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. La supervision et l'appui à l'exécution seront basés sur les modalités et les pratiques opérationnelles du FIDA, incluant l'administration du prêt et du don ainsi que l'appui à l'exécution du projet.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

19. Le coût du projet est estimé à 25 millions d'USD, dont 18,21 millions d'USD (72,8% du coût total du projet) seront utilisés pour le financement de la composante 1: productivité agricole et gestion des ressources naturelles; 4,74 millions d'USD (18,9% du coût total du projet) financeront la composante 2: élargissement de l'accès aux marchés; et 2,05 millions d'USD (8,2% du coût total du projet) financeront la composante 3: gestion du projet.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt FIDA		Don FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Productivité agricole et gestion des ressources naturelles	12 474,17	68,5	83,62	0,5	2 226,23	12,2	3 427,53	18,9	18 211,55
2. Élargissement de l'accès aux marchés	3 962,47	83,7	41,22	0,9	632,64	13,4	100,50	2,1	4 736,83
3. Gestion du projet	1 453,36	70,8	275,16	13,4			323,11	15,7	2 051,62
Total	17 890	71,6	400	1,6	2 859	11,4	3 851	15,4	25 000

B. Financement du projet

20. L'investissement total et les dépenses courantes additionnelles, y compris les provisions pour aléas techniques et hausse des prix, seront financés sur une période de sept ans, comme suit: le financement du FIDA comprendra un prêt de 17,89 millions d'USD et un don de 400 000 USD. La contribution du gouvernement, comprendra une allocation budgétaire de 3,24 millions d'USD ainsi qu'un montant de 0,61 millions d'USD correspondant aux impôts non perçus. Les bénéficiaires verseront une contribution en espèces estimée à 2,86 millions d'USD.

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt FIDA		Don FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Travaux de génie civil	977,30	37,8			220,55	8,5	1 386,65	53,6	2 584,49
2. Équipement et matériel	1 067,30	33,5			467,68	14,7	1 653,86	51,9	3 188,84
3. Biens, services et intrants	7 100,91	79,6			1 538,00	17,2	280,35	3,1	8 919,26
4. Services de consultation	397,39	63,8	1 24,84	34,8			100,50	16,1	622,73
5. Formation	3 410,76	92,5	275,16	7,5					3 685,93
6. Ateliers	126,85	84,8					22,83	15,3	149,68
7. Dons et subventions	3 742,78	84,1			632,64	14,2	75,83	1,7	4 451,25
8. Salaires et indemnités	709,40	70,8					292,85	29,2	1 001,90
9. Véhicules	89,79	84,8					16,60	15,3	105,95
10. Autres coûts de fonctionnement	267,87	92,4					22,11	7,6	289,98
Total	17 890	71,6	400	1,6	2 859	11,4	3 851	15,4	25 000

C. Résumé des avantages et analyse économique

21. L'analyse globale du projet aboutit à un taux de rentabilité économique interne de 17% sur 20 ans. La contribution du projet au bien-être économique se décline comme suit: quantité et qualité croissantes de la production tournée vers le marché;

meilleur accès aux marchés; prix plus élevés résultant des investissements dans l'identification des produits par une marque et dans la création d'emploi au sein des filières. L'analyse de sensibilité indique que le taux de rentabilité économique interne reste robuste, à 10%, dans le cas d'une réduction de 10% ou d'un retard de deux ans des bénéfices.

D. Durabilité

22. Le projet est destiné à assurer aux producteurs un accès durable aux marchés par leur intégration dans les filières existantes ou nouvelles, tout en restant axé sur les bonnes pratiques agricoles et la gestion des ressources naturelles. À cette fin, il améliorera qualitativement et quantitativement les cultures ciblées, et fournira une aide portant sur les méthodes modernes de commercialisation (notamment les marques) et les informations sur les marchés. L'introduction de l'agriculture commerciale auprès des producteurs favorisera l'utilisation optimale des ressources en terre, en eau et en main-d'œuvre dans la zone du projet. Le renforcement des organisations d'agriculteurs par la formation et le développement des capacités permettra l'établissement de rapports contractuels plus stables et de plus longue durée avec les collecteurs, les transformateurs et les exportateurs. Ces impacts devraient se poursuivre au-delà de la durée de sept ans du projet. Les partenariats entre les groupes de producteurs et le secteur privé se verront aussi renforcés par suite de la meilleure gestion des savoirs.

E. Identification et atténuation des risques

23. Au niveau global, les principaux risques sont liés à la baisse de l'intérêt accordé à la pauvreté en Turquie et à l'instabilité macroéconomique. Toutes les priorités de développement du gouvernement, énoncées dans les plans de développement nationaux et régionaux, visent à réduire les disparités de revenus sur le long terme. La zone du projet souffre particulièrement de telles disparités. Toutefois, dans ce pays à revenu intermédiaire supérieur politiquement stable, les perspectives de poursuite de la croissance économique sont bonnes. La Turquie reste candidate à l'entrée dans l'Union européenne et des mesures sont adoptées pour satisfaire aux normes commerciales, ainsi que des protocoles rigoureux en matière de protection de l'environnement. L'équipe du projet a atténué tout risque lié à l'insuffisance des capacités des organismes d'exécution en terme de fourniture d'informations orientées vers le marché en planifiant le recrutement d'un consultant en commercialisation pour un contrat de longue durée. Ce consultant sera chargé de renforcer l'orientation commerciale de toutes les parties prenantes en faveur du secteur privé, y compris le personnel gouvernemental aux niveaux central et provincial.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

24. La conception du projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, ainsi qu'aux politiques du FIDA en matière de ciblage, d'égalité des sexes, d'environnement et de gestion des ressources naturelles. En outre, la note technique de 2012 sur les dons de contrepartie et la stratégie visant le secteur privé ont été mises à profit pour garantir que le projet utilise au mieux les ressources techniques et financières ainsi que les outils de connaissance disponibles au FIDA.

B. Alignement et harmonisation

25. La Turquie est membre de l'OCDE et préside le G20 en 2015. Le pays est un donateur de plus en plus important d'aide bilatérale publique au développement. Dans un grand pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure comme la Turquie, la contribution du FIDA au développement global pourrait sembler marginale, en particulier si on la compare au volume considérable de l'aide au développement que le pays consent. Au contraire, les nouveaux modèles, approches, outils et services de connaissance, et la capacité mondiale à mobiliser les

compétences requises, dont le FIDA fait la démonstration, sont recherchés. Le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage intègre les nouveaux modèles et approches mis en œuvre dans les projets exécutés par le FIDA, notamment les PIS, qui ont été introduits en 2005 par le Projet de développement dans la région de Sivas-Erzincan et utilisés ensuite par les Projets de développement des provinces de Diyarbakir, Batman et Siirt et des régions d'Ardahan, de Kars et d'Artvin. Le système de dons de contrepartie, initialement mis au point en 2004 par la Banque mondiale pour le Programme d'investissement participatif au niveau villageois, et adopté en 2006 par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage, a été valorisé par le FIDA comme instrument favorable aux pauvres. Par son programme de gestion des savoirs, l'UCGP du présent projet contribuera à une meilleure harmonisation des programmes de développement rural du gouvernement et de ceux qui sont financés par les donateurs.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

26. La récente concentration du FIDA sur les filières est intégrée dans le projet pour renforcer les liens entre les agriculteurs pauvres et les marchés (vu que les secteurs tant public que privé s'intéressent davantage aux agriculteurs prospères et mieux dotés en ressources, et aux zones écologiquement moins problématiques). Le projet continue de développer l'approche des PIS dans la Turquie rurale par la sélection de filières favorables aux pauvres. Étant donné le faible niveau de l'investissement dans le secteur agricole, le projet promouvra les investissements du secteur privé par le système de dons de contrepartie, qui facilite les partenariats public-privé par le biais d'un prestataire de services de commercialisation. Il est escompté que les modèles d'entreprise et les innovations qui auront fait leurs preuves dans le cadre de ce projet seront reproduits à plus grande échelle avec le soutien du gouvernement et des autres donateurs.
27. La capacité d'adaptation des producteurs au climat sera améliorée par la formation aux pratiques agronomiques et la sensibilisation à la gestion des ressources naturelles destinée à maximiser leurs revenus dans les conditions climatiques ambiantes. Les innovations telles que la lutte intégrée contre les ravageurs, la production végétale sous abri, l'irrigation au goutte-à-goutte, l'énergie solaire, les méthodes efficaces de récolte de l'eau et la formation à la gestion des ressources naturelles amélioreront la résilience au changement climatique.

D. Participation à l'élaboration des politiques

28. Les donateurs bilatéraux sont peu présents en Turquie et l'investissement relativement limité du FIDA ne conduit pas à un engagement fort au niveau des politiques macroéconomiques. L'investissement du FIDA s'est orienté stratégiquement vers un engagement dans la concertation visant à influencer sur l'allocation des ressources gouvernementales en faveur des zones pauvres. Il est nécessaire de concentrer davantage la stratégie sur les liens entre la réduction de la pauvreté et la gestion durable des écosystèmes fragiles. L'établissement d'un bureau de pays à Ankara permettra au FIDA de renforcer son rôle dans l'efficacité de l'aide.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

29. Un accord de financement entre la République turque et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
30. La République turque est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
31. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

32. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République turque un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à quinze millions neuf cent cinquante mille euros (15 950 000 EUR) (équivalant approximativement à 17,89 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République turque un don d'un montant équivalant à trois cent cinquante mille euros (350 000 EUR) (équivalant approximativement à 0,4 million d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Goksu Taseli Watershed Development Project"

(Negotiations concluded on 9 October 2015)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Goksu Taseli Watershed Development Project ("the Project")

The Republic of Turkey (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014 and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1.
 - A. The amount of the Loan is Fifteen million nine hundred and fifty thousand Euros (EUR 15 950 000).
 - B. The amount of the Grant is three hundred and fifty thousand Euros (EUR 350 000).
2. The Loan shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, payable semiannually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of five (5) years starting from the date that the Fund has determined that all General Conditions precedent to withdrawal have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b).
3. The Loan Service Payment Currency shall be the Euro (EUR).

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 1st June and 1st December.
6. There shall be two Designated Accounts in EUR for the purpose of financing the Project opened and maintained in the Central Bank of Turkey.
7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately three million eighty-five thousand United States Dollars (USD 3.85 million) for Project financing and foregone taxes.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Food Agriculture and Livestock (MFAL).
2. Additional Project Parties are listed in Part II of Schedule 1.
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal: (a) A qualified Senior Accountant shall have been hired through a competitive process with terms of reference acceptable to the Fund, and (b) the Project Implementation Manual (PIM) shall have been adopted.
2. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Prime Ministry of the Republic of Turkey
Undersecretariat of Treasury
Inonu Bulvari No. 36 06510
Emek, Ankara
Turkey

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome
Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

THE REPUBLIC OF TURKEY

Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Target Population.** Project Beneficiaries shall be 32,098 households living in 202 villages with a total population of 114,151. The majority is engaged in fruit and field crop production on 166,536 hectares (of which only 15% is irrigated), and in keeping small flocks of small ruminants. In addition, the Project shall benefit around 120 nomadic households living on rangelands in the Project Area.
2. **Project Area.** The Project shall be implemented in selected villages of 9 districts of Konya and Karaman provinces of Central Anatolia. The Project Area includes 202 villages that are situated in the mountainous parts of the 9 districts where the elevation varies between 600 meters (m) and 1 800 m (the "Project Area").
3. **Goal.** The overall Goal of the Project, as phase one of a two-Project Programme, is to reduce rural poverty by supporting economic diversification through value chain development and sustainable natural resource management.
4. **Objective.** The Project Development Objective is to increase farmers' income from improved agricultural production and marketing activities in the targeted area with strengthened resilience to climate shocks. The Project shall also contribute to improving the standards of living of the nomadic Yörük tribes in the highlands of the Taurus Mountains, through capacity building that will assist them to organize for improved management of the common natural resources and investments in animal and rangelands development.
5. **Components.** The Project shall consist of three Components: (i) Agricultural Productivity and Natural Resource Management, (ii) Market Access Enhancement, and (iii) Project Management.
 - 5.1 **Component 1. Agricultural Productivity and Natural Resource Management:** This Component will improve overall agricultural productivity and profitability by sustainable management of available and often scarce land and water resources in upland areas through good agricultural practices and climate smart investments that reduce external shocks. There shall be two sub-components: (i) Improved Agricultural Productivity and Quality, and (ii) Natural Resource Management. Improved Agricultural Productivity and Quality will focus on upstream of the value chains (VCs) of promising crops in the Project Area and target gaps critical to improve productivity and quality. Natural Resource Management will promote best practices and introduce adaptation measures for climate resilient investments on agricultural and grazing lands. Under this Component, the counterpart financing will cover expenditure related to investment in Vegetable Production, Efficient Irrigation Practices, Access Roads to Pastures and Terracing on Agriculture Land.
 - 5.2 **Component 2. Market Access Enhancement:** This Component will increase the incomes of the farmers through higher farm gate prices, and improved market knowledge and linkages. The Project will support farmers to reduce post-harvest losses and add value to accommodate market demands for quality, volume, regularity, homogeneity, range of varieties and packaging and branding. The Component will build on the untapped entrepreneurial capacity of the semi-commercial smallholders and will have two sub components: (i) Capacity Building for Marketing, and (ii) Value Chains Development. Capacity Building for Marketing will improve the knowledge and skills of small farmers and organizations (FOs) where

they are members (e.g. development cooperatives, producers' associations). Such improvement is imperative for these producers to ensure remaining competitive and accelerate the shift from "semi-subsistence farming" to "farming as a business". This will be accomplished through extensive training and capacity building for producers and/or the FOs in order for them to make production and marketing decisions that are guided by the value chains of crops that they produce. Value Chains Development will finance, through the Matching Grants Programme (MGP), downstream investments by the beneficiaries in support of the marketing of the improved production and quality under Component 1. Service providers and enterprises that add value to the farm gate or those that provide services to existing and new VCs will be eligible to benefit.

Under components 2 and 3, the counterpart financing will cover expenditures related to developing Strategic Investment Plans and seconded government staff respectively.

II. Implementation Arrangements

1. **Project Duration.** The Project shall be implemented over seven years. The first year (2016) of implementation will predominantly be dedicated to initial studies, surveys, gap analyses, and demand assessments. Activities in the first year will nevertheless not exclude investment activities as long as they are supported with viable business plans. In the first year, priority will be given to the capacity building, awareness raising, sensitization and comprehensive training of all stakeholders on the approaches and opportunities in the Project. These activities will cover all producers, farmers organizations, Small and Medium Scale Enterprises (SMEs), women, the Yörük, and Project staff at all levels ranging from the Provincial Directorates of MFAL (PDA) and District Directorates of Food Agriculture and Livestock (DDAs) to MFAL in Ankara.

2. **Implementation.** The Lead Project Agency shall be the MFAL located in Ankara. The overall management responsibility will rest with the General Directorate of Agrarian Reform (GDAR of MFAL) in Ankara where a Central Project Management Unit (CPMU) will be established. The responsibility for field implementation will lie with the Provincial Directorates of Konya and Karaman for the respective implementations in these provinces. To be able to take advantage of experiences gained from various internationally funded projects when it is needed by GDAR technical assistance can be procured from related international agencies which have experience in providing similar technical assistance in project management and coordination.

3. **Provincial Project Management Units.** Two Provincial Project Management Units (PPMUs) will be embedded in the PDA in Konya and Karaman and will be charged with the day-to-day field management and implementation of the Project. All staff of the CPMU and the two PPMUs will be seconded from the cadres of MFAL. Eight multi-disciplinary Farmer Support Teams (FSTs), each one comprising specialists for field crop production, horticultural production and agricultural economics, where one will be female and will be assigned by the PDA to the PPMUs to carry out extension services and maintain frequent contact with the beneficiaries. Each team will be responsible for one or more districts identified based on their number of villages and the proximity of those to each other and the district centers.

4. **Project Parties.** Several government agencies are active in the Project Area. Close collaboration and coordination will be sought with the following that are directly related to the objectives of the Project and will complement its rural poverty reduction and marketing enhancement initiatives: (i) the Konya Regional Development Administration (KOP); (ii) the Regional Directorate of Forestry of the Ministry of Forestry and Water Affairs (MFWA); (iii) the Greater Metropolitan Municipality of Konya; (iv) the Governors' Offices of Konya and Karaman as Turkish Employment Agency (KUR) and Ministry of

National Education (MONE); (v) the Mevlana Development Agency (MEVKA); (vi) Agency for Small and Medium-scale Enterprises (KOSGEB), (vii) the German Cooperative and Raiffeisen Confederation (DGRV); (viii) EU Instrument for Pre-Accession Assistance in Rural Development (IPARD) Local Offices in Konya and Karaman; and (ix) the Provincial Chambers of Agriculture and of Trade and Industry.

5. Financial Management. The CPMU shall have overall responsibility for financial management of the Project and shall be supported by PPMUs in Konya and Karaman respectively. The CPMU and PPMUS will be established and housed within existing Ministerial and Provincial Directors bodies. Systematic interventions of internal controllers and auditors will allow for strong internal controls. The CPMU will be staffed with a Senior Accountant recruited competitively and each of the PPMUs shall have an accountant seconded from within the PDAs.

6. Project Implementation Manual (PIM). The CPMU will develop a draft PIM covering all aspects of implementation, management structure, staff terms of reference, financial management arrangements, etc. which will be submitted to the Fund for no objection. The Lead Project Agency shall adopt the PIM substantially in the form approved by the Fund. When the need arises the PIM can be revised at the request of GDAR with the non-objection of the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category. All amounts are 100% net of taxes and counterpart contributions provided by the Borrower/Recipient (as specified in Schedule 1) and contributions from beneficiaries:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in EUR)	Grant Amount Allocated (expressed in EUR)
I. Works	785 000	
II. Equipment & Materials	860 000	
III. Goods, Services & Inputs	5 700 000	
IV. Consultancies	320 000	110 000
V. Training & Workshops	2 840 000	240 000
VI. Grants & Subsidies	3 000 000	
VII. Salaries and Allowances	570 000	
VIII. Vehicles and Operating Costs	285 000	
Unallocated	1 590 000	
TOTAL	15 950 000	350 000

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Consultancies" under category IV of the Grant shall mean eligible expenditures incurred related to International and National Technical Assistance on Marketing Advisory Services.

"Training" under category V of the Grant shall mean eligible expenditures incurred related to international and domestic study tours, and language courses.

"Grants & Subsidies" under category VI of the Loan shall mean eligible expenditures incurred related to Matching Grants Programme (MGP) to Individual Farmers Existing and New Enterprises, Informal Groups, Farmers Associations, New SMEs, etc.

"Vehicles" under category VIII of the Loan shall mean eligible expenditures incurred for rented vehicles and mini-buses

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators ¹	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Goal: Reduced rural poverty by supporting economic diversification.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 32,000 households in targeted areas report increased income by 20% ▪ 32,000 households in targeted areas report improvement in assets ownership index by 20% (RIMS level 3) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline and completion survey ▪ State Statistical Committee ▪ Government statistics ▪ UNDP/WB reports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Stable macroeconomic atmosphere (A) ▪ Poverty reduction remains priority agenda
Project Development Objective:			
Increased farmers' income from improved agricultural production and marketing activities in targeted areas with strengthened resilience to climate shocks	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Farmers in targeted areas report increased net farm income through improved access to productive infrastructure, financial services and markets by 20% 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline & completion survey ▪ Government statistics and TARBIL monitoring ▪ Interviews/focus groups 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme outcomes stimulate economic growth (A) ▪ Competition weakens robustness of markets (R)
Component 1: Agricultural Productivity and Natural Resource Management			
Outcome 1: Farm productivity sustainably increased	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 8,000 small producers in targeted areas report improved productivity by 20% 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline and completion survey ▪ Programme M&E system ▪ MTR ▪ MFAL surveys and reports ▪ TARBIL monitoring 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Availability of qualified service providers for group facilitation, training and extension activities (A) ▪ Farmers are willing to invest in development of the farm production capability (A)

¹ The final targets will be validated at base line to be conducted in year one and will be disaggregated by gender.

Narrative Summary	Key Performance Indicators ¹	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Component 2: Market Access Enhancement			
Outcome 2: Smallholder producers receive higher product prices	<ul style="list-style-type: none"> • Farm gate product value in the selected Value Chains increase by 30% • Post-harvest losses reduced by 20 % for smallholders producers 	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline survey, mid-term and completion reports • MFAL surveys and reports • Records of wholesale and retail markets • Focus groups/interviews • TARBIL monitoring 	<ul style="list-style-type: none"> • Competitiveness of local products are maintained (R) • Continuity of MFAL staff (R)
Outcome 3: Sustainable increase of soil water moisture	<ul style="list-style-type: none"> • 25% increase in soil moisture is reported. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soil testing study 	<ul style="list-style-type: none"> • Climate change is in line with current predictions